



Le 27 février 2025

MARDI PROCHAIN LES ELUS CGT RENCONTRERONT FABIEN ROUSSEL DEVANT L'USINE RENAULT



Chaque fois qu'un politique (exceptés ceux d'extrême droite) nous sollicite pour échanger sur la situation de notre entreprise et/ou sur l'avenir de l'industrie automobile notre syndicat répond présent.

Comme nous avons déjà répondu positivement au parti Europe Ecologie les Verts lors de la venue de son secrétaire national au Mans en 2013, ou encore de la députée LFI de la 4^{ème} Circonscription de la Sarthe en 2022, cette fois-ci nous rencontrerons Fabien Roussel, secrétaire national du PCF.



Dans le cadre de son «tour de France» lancé fin 2024 autour de deux axes majeurs : l'industrie et les services publics, Fabien Roussel viendra d'abord rencontrer les syndicats de l'usine NTN-TE d'Allonnes qui subit l'annonce d'un plan de restructuration (avec délocalisation d'une partie des fabrications).

Après avoir accepté de participer à notre débat Public au Mans en Juin 2021 sur l'avenir de l'industrie automobile, Fabien Roussel aurait souhaité cette fois-ci visiter notre usine, seulement la direction générale de Renault lui a répondu par la négative en prétextant que les « conditions n'étaient pas réunies »...

A défaut de pouvoir rentrer dans l'usine pour y rencontrer Direction/Salariés et découvrir nos fabrications, Fabien Roussel a souhaité tenir un temps d'échange avec ceux qui le veulent devant notre usine, symbole d'un département marqué par l'industrie automobile !

Mardi 4 mars à 16h00 devant l'entrée principale, les élus CGT le rencontreront donc pour lui faire part de la situation de notre site et plus largement de celle du groupe RENAULT pour lequel nous fournissons les pièces de liaison au sol des véhicules.

Les élus CGT aborderont entre autres les points suivants :

➔ L'échec des accords de compétitivité RENAULT pour l'activité et pour l'emploi

Depuis le 1^{er} accord de compétitivité Renault en 2013 jusqu'à aujourd'hui, les productions comme les effectifs n'ont cessé de décroître sur notre site.

La compétitivité n'est donc pas la solution, elle est un problème pour l'avenir de notre industrie !

Alors que les besoins en mobilité existent et que les enjeux écologiques nous imposent des changements, la solution n'est pas d'aller fabriquer nos véhicules à l'autre bout

du monde pour les réimporter sur les principaux marchés (France et autres pays européens). **Il y a nécessité de concevoir, de produire et d'assembler des véhicules moins polluants au plus près des besoins !**

➔ L'automobile est devenu un luxe alors que la mobilité est un besoin indispensable !

Les tarifs de nos véhicules neufs sont devenus inaccessibles pour beaucoup, à commencer par les salariés Renault eux-mêmes ! Comment en effet se payer un véhicule de plus de 30 000 € quand pour beaucoup les fins de mois sont difficiles après la 1^{ère} quinzaine ?

**Mardi 4 mars
à 16 h devant
l'entrée principale**

L'automobile a de l'avenir si elle répond prioritairement aux besoins des populations et aux exigences environnementales.

Pour se déplacer quotidiennement de manière autonome en milieu urbain et extra-urbain les clients attendent des véhicules **pratiques, fiables, économiques et abordables** avant tout. Renault comme les autres constructeurs doivent répondre à ces attentes.

➔ Dans une société démocratique, l'industrie automobile doit rimer avec Responsabilité Sociale et Environnementale !

Les directions d'entreprises, souvent relayées par les politiques n'ont que le mot compétitivité à la bouche. Cette dernière est prétexte à imposer toujours plus d'efforts aux salariés, à revoir leurs droits à la baisse, à mettre les salariés dans une concurrence qui ne les concerne pas et à diminuer les droits syndicaux.

Il faut rompre avec cette logique mortifère et redonner au contraire des droits aux salariés et à leurs représentants élus. La logique du bien commun doit l'emporter sur les intérêts de quelques-uns qui se gavent alors que les salariés eux veulent vivre décemment de leur travail !

➔ Si aides il y a, elles doivent être conditionnées et leur bonne utilisation contrôlée !

Les aides publiques accordées aux entreprises au titre du maintien de l'emploi ou du développement de leurs activités en France doivent imposer des contreparties vérifiables !

Nous l'avons vu ici à l'usine Renault Le Mans, les aides accordées ne veulent pas toujours dire que les promesses initiales sont tenues. **Les pouvoirs publics et les représentants des salariés élus doivent pouvoir juger de la bonne utilisation de ces sommes et exiger le remboursement si tel n'est pas le cas !**

Pour rappel en termes de dépenses publiques, ces aides représentent un quart du budget de l'État et se comparent à :

- ☞ 2,5 fois le budget de l'Éducation nationale
- ☞ 5 fois celui de la Transition écologique
- ☞ 11 fois celui de la Santé et des Solidarités

➔ Pour une industrie automobile humaine et innovante !

Alors que reviennent sur la scène médiatique les fameux discours « *il faut travailler plus longtemps !* » et « *il faut redonner envie aux jeunes de travailler dans l'industrie !* », la CGT rappelle que les organisations du travail tiennent trop peu compte de l'Humain (conditions de travail, précarité, conditions de rémunération, mixité, égalité f/h, maintien dans l'emploi et aménagements pour les salariés en fin de carrière ou présentant certaines inaptitudes médicales, formation tout au long de la vie...).

Tandis qu'il nous faut répondre aux besoins de mobilité pour demain, l'industrie automobile a besoin d'être rassembleuse. Il faut investir dans la recherche, dans l'outil de production, sans traiter en annexe les conditions de travail et de vie !

⌚ (Le temps imparti à cette rencontre sera certainement limité, cependant voilà pour l'essentiel le message syndical que les élus CGT porteront !)

Mardi 4 mars 2025

à 16h00



devant le portail de l'usine,
celles et ceux qui le souhaitent
(sur leur temps personnel) pourront assister
à notre échange en direct.
Les salariés sont évidemment les bienvenus !